

DE L'UNITÉ AFRICAINE) S'EST ACHEVÉ HIER EN TUNISIE

EDITORIAL
JACQUES AMALRIC

TARDIF

S'il existe le moindre espoir, il faut le saisir. Voilà la seule raison qu'il y a de saluer l'annonce d'un cessez-le-feu au Rwanda, conclu dans les coulisses du sommet de l'Organisation de l'unité africaine et sous l'égide des dirigeants des pays voisins. Ceci dit, toute manifestation de satisfaction relèverait de la plus épaisse hypocrisie. D'abord, parce que le génocide a déjà eu lieu, sans que les puissances concernées – à commencer par la France – s'en émeuvent outre mesure. Ensuite, parce qu'il risque de se poursuivre, tant la trêve annoncée paraît dérisoire face au déferlement de haine qui a déjà coûté la vie à des dizaines et des dizaines de milliers de Tutsis, sans compter les Hutus modérés qui ont été éliminés les premiers.

Rappeler cette situation revient à réclamer une nouvelle fois l'envoi de contingents massifs au Rwanda. C'est la conclusion à laquelle parvient aujourd'hui Alain Juppé, puisqu'il se prononce pour «un véritable devoir d'intervention». Regrettons cependant qu'une telle prise de position n'intervienne que plus de deux mois après le début de massacres qui étaient prévisibles dès l'assassinat – sinon avant, tant les signes précurseurs d'une crise étaient visibles pour les observateurs – du président Habyarimana, au début du mois d'avril.

Force est de reconnaître que cet interminable délai a été mis à profit par des meutes d'assassins qui, dans la meilleure des hypothèses, avaient bénéficié auparavant du soutien de Paris. Du soutien du gouvernement précédent comme de l'actuel, dont le seul souci, légitime mais pas suffisant, a été de sauvegarder les Français expatriés tout en évitant de sonner le tocsin. La France, que l'on sache, a bien voté le 21 avril dernier, au Conseil de sécurité, en faveur d'une résolution réduisant de 2 700 à 270 le nombre des Casques bleus stationnés au Rwanda.

On se demande, dans ces conditions, ce qui pouvait pousser un Charles Pasqua à crier mardi soir «honte à la communauté internationale», à s'en prendre aux États-Unis et à demander «ce qu'attend l'ONU pour réagir». Ce qu'elle attend depuis des semaines? Un signal clair et net qui a trop tardé à venir, notamment de la part du gouvernement dont Charles Pasqua est ministre d'État.

Stephen SMITH



ont été massacrés, un soldat soigne un jeune Rwandais blessé à la nuque à coups de machette.

d'âme d'un continent fauché

tribales ou à des affrontements ethniques, les Africains manquent de fonds. nécessaires à la stabilité de la région, ne pourront provenir que des autres nations.

les présidents africains n'ont guère insisté sur l'espérance. «Beaucoup de pays africains sont des Rwanda en puissance», a mis en garde Idriss Déby, le président du Tchad, pays en pleine désintégration. «Le mal est au pied de l'arbre», a constaté, pour sa part, le Gabonais Omar Bongo, refusant «la facilité de chercher toujours des boucs émissaires en dehors de notre continent». L'Afrique se sent seule, moins abandonnée peut-être que mal comprise par un monde qui se passe si facilement d'elle.

Il n'y a plus de certitudes et très peu de convictions. Tout le monde a des problèmes et, souvent, les mêmes. Le plus évident: le «tribalisme», le retour des vieilles haines. Il est révélateur que, tout en parlant d'affrontements «ethniques» et de guerres «tribales», les dirigeants africains ne se trompent plus sur l'origine politique du mal. Bien placé pour le savoir, l'Angolais Eduardo dos Santos l'a dit publiquement: «Sous prétexte de contradictions de nature ethnique ou tribale, on prétend légitimer le recours à la vio-

lence et à la guerre comme moyen d'expression de points de vue divergents.»

L'Afrique est prête à s'assumer mais n'en a pas les moyens. L'an passé, ses dirigeants avaient mis en place un «mécanisme pour la prévention, la gestion et le règlement des conflits» qui, depuis, a peu servi, malgré des demandes pressantes. La raison principale: le manque d'argent. Après un «don» sud-africain de 1,8 million de francs, l'Organisation cherche toujours trois fois cette somme, pour un début de fonctionnement. Sur sept cadres nécessaires, seuls quatre ont été embauchés pour le moment. Et même s'il était doté – comme prévu – d'au moins 6 millions de francs, ce «mécanisme de règlement» ne pourrait être réellement efficace. En mars dernier, à la veille du drame, la présence au Rwanda de 2 500 Casques bleus coûtait en effet, par jour, 700 000 dollars. L'Afrique n'aurait donc pu maintenir cette présence que pendant trente-six heures, à peine...

D'une façon ou d'une autre, la communauté internationale devra payer le

prix de la stabilité sur le continent. Aujourd'hui déjà, la moitié des opérations de maintien de la paix de l'ONU se déroulent en Afrique, dont dix-sept pays fournissent des contingents de Casques bleus, soit plus de 8 500 soldats ou 12% des effectifs engagés au total. Equiper, transporter et rémunérer ces soldats africains est une façon – inévitable en cas d'urgence – d'aborder le problème. L'autre consisterait à se remémorer la vicellerie nommée... aide au développement.

Dans la capitale rwandaise, à la veille du drame, chaque quartier ne disposait plus, à tour de rôle, que de six heures d'électricité. La ville pullulait de chômeurs désespérés par une vague de privatisations. Et 36 000 soldats ou combattants devaient être démobilisés, au prix de 107 millions de dollars. Une somme qu'un État comptant 20 000 contribuables – sur 7 millions d'habitants! – était censé trouver alors que son budget n'était déjà plus couvert que pour la moitié de ses dépenses courantes...

«Voilà le continent réel, en deçà du

sensational», a expliqué, ces jours-ci à Tunis, le secrétaire général de la Commission économique de l'ONU pour l'Afrique, Layashi Yaker, dressant la topographie d'une terre brûlée, condamnée à de nouvelles tueries, voire à des «suicides nationaux» – comme, avant le Rwanda, ce fut le cas au Liberia et en Somalie: une croissance du PIB de 1,3%, face à une croissance démographique trois fois plus importante, un endettement de 285 milliards de dollars et une stagnation des flux nets de ressources. Avec 23 milliards de dollars d'aide publique et, seulement, 600 millions de dollars d'investissements.

En Afrique du Sud, le lien obligé entre investissements étrangers, prospérité économique et paix civile n'est disputé par personne. «Il faut aider Mandela à gagner son pari», a-t-on écrit partout, au lendemain de son élection. Mais à Tunis, absorbés par leur «gestion de crise», les présidents africains n'ont même pas osé demander que, pour le reste du continent, on fasse de même.

16 juin 1994

13